



Paris, le 5 juin 2019

## COMPTE-RENDU SUCCINCT DE LA CAP des Adjoints Techniques du 5 juin 2019

### Représentaient l'UNSA

Frédéric ROY	AFB Landes	05.57.40.40.45	<a href="mailto:frederic.roy@afbiodiversite.fr">frederic.roy@afbiodiversite.fr</a>
Aline LELEGARD	DDTM Manche	02.33.77.52.36	<a href="mailto:aline.lelegard@manche.gouv.fr">aline.lelegard@manche.gouv.fr</a>
Victoire MEZEN	DAAF Martinique	05.96.71.20.44	<a href="mailto:victoire.mezen@agriculture.gouv.fr">victoire.mezen@agriculture.gouv.fr</a>
Jean-François RIVES	IGN St Médard	06.72.96.11.60	<a href="mailto:jean-francois.rives@ign.fr">jean-francois.rives@ign.fr</a>
Olivier PIHOU	IGN Nancy (expert)	03.57.29.15.50	<a href="mailto:olivier.pihou@ign.fr">olivier.pihou@ign.fr</a>

### Déclaration liminaire de l'UNSA et réponses de l'Administration à la fin de ce compte-rendu

En préambule, une déclaration unitaire a été lue concernant le démantèlement de cette instance paritaire. Vous la trouverez ci-après.

## DECLARATION UNITAIRE



## CAP : changement de cap !

Les CAP ont montré leur utilité dans les relations sociales.

Par exemple, au ministère de l'agriculture, ce sont des dizaines d'élus mobilisés plusieurs fois par an afin de garantir une égalité de traitement entre les agents, faire respecter des règles communes indépendamment des services et des établissements employeurs, proposer des améliorations, et alerter l'administration sur des dysfonctionnements ou des situations sensibles.

Le projet de « loi de transformation de la fonction publique » entend démanteler cette instance paritaire pour laisser place à une gestion dans la plus grande opacité, à des hiérarchies seules décisionnaires de l'avenir des agents et de leur carrière.

C'est un changement de paradigme qui en dit long sur le déni du gouvernement pour le dialogue social. C'est aussi déconstruire une organisation sociale et collective qui a démontré son bon fonctionnement depuis des décennies.

De plus, les déclarations de certains députés sur « la fin de l'arbitraire syndical » sont une injure pour nos élus, représentants les agents, mais c'est également un signe de décomplexion assumée, inacceptable.

Aussi, nos organisations syndicales poursuivent leur mobilisation contre la « loi de transformation de la Fonction Publique », et pour le respect des statuts et des droits des personnels dans le but d'assurer aux usagers un service public juste et efficace.

## **DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA**

### **Co-construisons l'avenir**

**L'UNSA rappelle son attachement au dialogue social nécessaire au bon fonctionnement des services et à l'accompagnement des agents dans leur carrière.**

**Pour l'UNSA, aucune réforme ne peut aboutir, sans compromis négocié, sans associer les personnels.**

#### **LE CORPS DES ADJOINTS TECHNIQUE : QUEL AVENIR ?**

L'effectif des adjoints techniques est en nette diminution. Que va devenir ce corps de spécialiste si aucun concours n'est programmé dans l'avenir ?

#### **LE PLAN DE REQUALIFICATION**

Lors des CAP précédentes, nous vous avons demandé où en était le plan de requalification. Où en sont les évolutions aujourd'hui ?

#### **LES MISSIONS DU MAA : QUEL AVENIR ?**

**Alimentation : Renforcer les contrôles de la sécurité alimentaire et sanitaire : un défi pour une alimentation saine et durable**

Tout d'abord, avec les crises successives, le scandale de la viande de cheval, les œufs contaminés, la crise sanitaire du lait chez Lactalis, les viandes avariées, comment ne pas être en phase avec la circulaire du Premier Ministre sur le renforcement des moyens mis à disposition de cette mission ?

**L'UNSA demande depuis plusieurs années une augmentation des moyens humains afin d'assurer ces missions.**

**Pour l'UNSA, la gestion des crises exige une gouvernance claire, car il n'est pas rare que "les alertes sanitaires mettent en cause des opérateurs installés dans plusieurs départements".**

#### **Abattoirs**

Un groupe de travail sur l'attractivité des postes en abattoir s'est tenu dernièrement. Nous avons pu prendre connaissance du plan d'action du MAA sur les recommandations de l'Observatoire des Missions et des Métiers (OMM), enfin !

**L'UNSA attend beaucoup des prochaines réunions.**

## **Agriculture : Redonner du sens aux missions des agents dans les SEA et chez les opérateurs (ASP, FAM)**

La logique de destruction du service est amorcée. Une partie des aides du second pilier est gérée par les conseils régionaux. Devant la baisse des effectifs des SEA, l'administration propose la création de réseaux d'instructeurs au niveau local. En clair, l'ASP va participer à l'organisation du travail dans les SEA. En groupe de travail le 16 avril, il nous a été confirmé qu'une dotation financière supplémentaire sera attribuée à l'ASP pour créer des nouveaux postes. Quels sont vraiment les objectifs de ces mesures ? Pourquoi ne pas recruter à nouveau dans les SEA pour faire face à la charge de travail ?

### **Les opérateurs ministériels**

La recrudescence du recrutement de contractuels au sein des opérateurs ministériels ne peut que renforcer l'objectif de suppression de fonctionnaires.

La conséquence est une précarisation sociale grandissante ainsi qu'une perte de compétences.

### **L'ONF**

L'ONF est devenu structurellement déficitaire en raison pour partie, de la non-revalorisation du versement compensateur de l'Etat. L'endettement approche les 400 millions d'Euros.

Devant cette situation, la direction de l'ONF cherche à diminuer la masse salariale. Malgré l'engagement de l'Etat à stabiliser les effectifs entre 2016 et 2020, il est annoncé une suppression d'effectif de 226 postes en 2019.

### **L'UNSA dénonce cette manœuvre.**

Un énième rapport est en attente. Celui-ci doit contenir rien de moins que des propositions visant à ce que l'ONF atteigne « *...un équilibre structurel des recettes et des dépenses.* » !

Vu au travers des prérogatives de cette CAP, l'ONF est toujours plus un horizon inaccessible pour les adjoints techniques qui seraient intéressés pour aller y enrichir leur parcours professionnel. La direction générale poursuit dans sa volonté et ses pratiques visant à n'ouvrir aucun ou un strict minimum de postes aux agents du MAA.

### **L'IGN**

Nouvelle année de réorganisation et toujours pas de visibilité pour les agents. C'est un vrai gâchis !

Le CHSCT a commandité un rapport auprès d'un cabinet externe (SECAFI). La cour des comptes a fait deux recommandations. Ou en est l'IGN ?

A quand une vraie reconnaissance des tâches multiples, complexes et dans des conditions de déplacements quasi permanent pour les agents de terrain ? A quand une vraie politique de reconnaissance sur le plan technique ainsi que managérial pour les encadrants forestiers ?

### **L'UNSA veut des réponses.**

### **L'Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE) :**

Les agents de l'IFCE sont toujours dans la tourmente et l'incertitude.

La diminution des agents est assumée par la DRH et doit se poursuivre à hauteur d'environ 40 ETP /an.

La création d'un projet d'Etablissement qui se veut à première vue rassurante, exclut les agents hors COP (Contrat d'Objectif et de Performance) qui sont contraints de se trouver une autre voie.

L'IFCE risque de se retrouver comme un établissement vidé de son sens dans quelques années...

Est-ce une volonté du MAA ?

Avez-vous des garanties sur l'avenir de cet établissement ? Que pouvez-vous annoncer pour rassurer les agents sur cet Institut Technique reconnu ?

### Les DDI en pleine tourmente

**Pour l'UNSA, les DDI doivent rester des directions de plein exercice avec un service RH étoffé et performant, au plus près des agents.**

**Il est urgent de s'orienter vers une gestion beaucoup plus humaine.**

Aujourd'hui, les objectifs et la gestion budgétaire des ETP priment sur la qualité de vie au travail des agents

### BREXIT

L'Etat cherche à faire valider des textes dérogatoires qui conduiraient à considérer le samedi, le dimanche et les jours fériés comme des jours travaillés ordinaires.

L'UNSA remercie les agents du bureau de gestion pour leur travail.

## **REPONSES DE L'ADMINISTRATION**

### **Projet de loi de la transformation de la fonction publique**

Le texte n'est pas stabilisé à ce jour. On attend une version définitive avec ou sans amendements d'ici quelques semaines.

Les décrets et arrêtés devront ensuite être pris.

Chaque ministère devra définir, de manière transparente, des lignes directrices de gestion par corps.

Un groupe de travail est prévu pour la mise en œuvre de ces textes.

### **Passage de C en B**

Le ministre a pris en main le projet du plan de requalification.

En l'état actuel, sans plan de requalification, pour cette année, et au vu des estimations des 3 méthodes de calcul, on devrait s'orienter sur un niveau de promotions similaire à l'année passée.

L'administration privilégiant la méthode la plus favorable aux agents.

### **RIFSEEP**

A ce jour, l'administration ignore s'il y aura une enveloppe complémentaire CIA pour 2019.

### **ONF**

Le MAA va se rapprocher de l'ONF pour une réflexion sur la fluidité des parcours professionnels et définir clairement les règles de mobilité.

Un rapport est attendu sur la situation actuelle de l'établissement.

### **ZUS**

Une information sera transmise aux agents concernés à partir de la semaine prochaine.

### **QPV**

Le recensement est réalisé.

### **IFCE**

Des discussions sont en cours entre l'établissement et le MAA concernant la liste d'aptitude.

L'administration n'a pas répondu aux questions concernant les SEA, l'ASP, l'IGN, FAM.

## **AUTRES POINTS A L'ORDRE DU JOUR :**

- Mobilités
- Intégrations dans le corps
- Titularisations dans le grade d'ATP 2<sup>ème</sup> classe
- Avancements complémentaires pour l'accès au grade d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe au titre de 2019

**POUR TOUS RENSEIGNEMENTS  
CONTACTER VOS REPRESENTANTS UNSA**  
(Coordonnées au début du compte-rendu)

**VOUS POUVEZ OBTENIR LES RESULTATS SUR LE SITE DU MAA**

<http://intranet.national.agri/Quels-sont-les-resultats-des-CAP>

**OU CONTACTER LA PERMANENCE**

